

اقتصاد قانون علوم سياسية

La Gerap+

(<http://gerap.wordpress.com/>)

Dialogue sur le Moyen-Orient avec Monsieur l'ancien ministre des Finances du Liban, Georges Corm

Dans Lumière sur le 17 juillet 2013 à 19 h 19 min



Ancien ministre des finances (1998-2000) de la République libanaise, économiste et historien, M. Georges Corm est consultant auprès de divers organismes internationaux et professeur d'université. Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés aux problèmes du développement et du monde arabe.

Elie Khoury : M. Corm, pourriez-vous dans un tout premier temps couper court à tout ce qui se passe autour de vous et nous faire partager votre ressenti le plus simple, en nous disant ce qui aujourd'hui traverse le cœur d'un Libanais à Beyrouth ?

M. Georges Corm : C'est d'abord l'angoisse et la fatigue. L'angoisse d'une classe politique inconséquente qui, une nouvelle fois, dans l'histoire malheureuse de notre pays, met le Liban en danger par ses comportements inqualifiables. La fatigue d'un peuple exploité honteusement par une ploutocratie politique, économique et financière : 22 ans après la fin de la guerre 75-90, toujours pas d'eau potable dans nos robinets, toujours pas d'électricité en continu, avec tout ce que cela implique pour la grande majorité des Libanais qui ne sont pas riches en coûts supplémentaires pesant sur leurs revenus ; mais aussi toujours pas de traitement des déchets, pas de système de transport cohérent, pas de sécurité sociale pour plus de 50% de la

population ; une façon sauvage de conduire qui provoque des victimes tous les jours sur nos routes. Mais il faut quand même s'estimer heureux de n'être pas des réfugiés palestiniens ou syriens.

Les Etats-Unis d'Amérique, unique "*global player*", semblent rencontrer tant les applaudissements que les critiques les plus fortes, au point peut-être de faire oublier d'autres acteurs de premier ordre ; quel rôle actuel accordez-vous au Moyen-Orient, à la Russie et à la Chine ?

L'influence chinoise est encore faible dans notre région, comparée par exemple à celle qu'elle a en Afrique ou en Extrême Orient ou même en Europe et aux Etats-Unis. La Russie après des années d'effacement refait surface en Méditerranée, dont elle est presque riveraine et où, en conséquence, elle a des intérêts légitimes. Elle est décidée, avec l'appui de la Chine et de l'Iran à mettre un terme à l'hégémonie globale et absolue des Etats-Unis et de ses alliés des Etats pétroliers de la Péninsule arabique dans le monde arabe. Quand on fait le bilan catastrophique de cette hégémonie qui n'en finit plus d'enfler, notamment depuis les années soixante dix du siècle dernier, il n'est pas mauvais qu'un coup d'arrêt soit donné. Ce bilan est particulièrement négatif pour le Liban depuis 1975 où l'Administration américaine pensait pouvoir faire quitter les Chrétiens du Liban pour y implanter définitivement les Palestiniens.

En quelques mots, pourriez-vous nous décrire comment se traduisent au Liban, les échanges avec l'Arabie Saoudite, le Qatar et l'Iran ?

Dans les trois cas, il s'agit de relations très inégales, le Liban étant peu soucieux de sa souveraineté et les milieux économiques en proie à la fascination de la puissance financière de l'Arabie saoudite et de Qatar et de la générosité sélective et fort peu désintéressée dont ils font preuve au Liban, comme ailleurs. Quant à l'Iran, quelle que soit la diabolisation dont cette puissance régionale est l'objet, car elle tient tête aux Etats-Unis et dénonce sans cesse le sionisme, nous ne devons pas oublier en tant que Libanais que cet Etat nous a considérablement aidé dans la libération de notre territoire de 22 ans d'occupation. N'oublions pas aussi que c'est cette libération qui a fait revivre notre capitale, Beyrouth, son tourisme et ses banques et la remise sur la carte du monde arabe dont elle avait disparu depuis 1975.

Pensez-vous que le président Bachar Al-Assad pourrait aujourd'hui quitter le pouvoir en Syrie sans y laisser le prix de sa vie ?

Des informations concordantes de sources très diverses indiquent que le président syrien n'est pas près de quitter le pouvoir et qu'il dispose encore de l'appui de très nombreux syriens. Les erreurs et mauvais calculs de l'opposition à l'étranger et de ses très nombreux protecteurs extérieurs, sans compter l'arrivée de très nombreux takfiristes de l'extérieur aussi, ont eu pour effet d'élargir à nouveau la base du régime au lieu d'accélérer sa disparition.

Pourriez-vous nous parler du contexte de la mort du Colonel Kadhafi ?

Il est curieux de constater que pour Ben Laden, comme pour Khadhafi, il y a eu assassinat, là où pouvait s'attendre à des procès qui auraient mis à jour bien des événements mystérieux. L'exécution de Saddam Hussein avant même la fin de son procès résulte du même procédé. Il ne fait vraiment pas bon d'avoir servi les intérêts des Etats-Unis et des démocraties européennes, comme l'ont fait ces trois figures (Ben Laden pour chasser les soviétiques d'Afghanistan ; Khadhafi qui s'est repenti et a démantelé ses armes de destruction massive après l'invasion de l'Irak, Saddam Hussein qui a épuisé son pays dans une guerre stupide contre l'Iran menée au profit des Etats-Unis et de ses alliés arabes).

Assistons-nous à un rapprochement apparent entre les puissances occidentales et l'Iran ?

Je ne crois pas. L'Iran a déjà eu un président réformiste très ouvert sur l'Occident, Mohammed Khatimi. Aucune des ouvertures qu'il a faites n'a été suivie d'effet, ce qui n'a pu que renforcer le camp des « conservateurs » iraniens. Je ne crois pas que Rouhani parviendra à amadouer l'Occident politique dont la conduite ressort plus de l'émotion que de la rationalité. Regardez le soutien inconditionnel à l'Etat atomique israélien qui piétine tous les principes du droit international depuis 1967 ou le silence sur la possession de la bombe atomique par le Pakistan qui n'est guère un Etat démocratique, respectant le droit des minorités religieuses.

Propos recueillis par Elie Khoury

La Gerap+